

Mémoire VIVANTE

la
cgt
29

INSTITUT
D'HISTOIRE
SOCIALE

ihs

— Bretagne —

Bulletin de la section finistérienne de l'Institut CGT d'histoire sociale de Bretagne

N° 8, juin 2016

Adresse : IHS CGT 29, Maison du Peuple, 2, place Édouard-Mazé, 29200 BREST — Courriel : ihscgt29@orange.fr



Affiche éditée par la Confédération pour le Premier Mai 1936. Brandi par des ouvriers, des employés, des « cols blancs », le drapeau symbolise l'unité syndicale retrouvée. La paix est au premier plan des revendications des salariés, hommes et femmes.

1936-2016

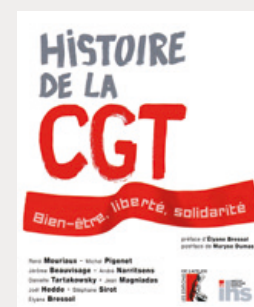
Il y a 80
ans :
le Front
populaire

Dans le Finistère :

- les grèves et occupations d'usines
- les conquêtes sociales et leur mise en application

Page 2 à 7

Histoire de la CGT :
une publication
nouvelle



Page 8

Le Finistère des années 30

L'agriculture. - Le poids de l'agriculture est très important : la population active agricole représente 56% de la totalité des actifs en 1931. La chute des prix entraîne misère et expulsions pour de nombreux agriculteurs. La population active agricole passe de 224 000 à 184 000 entre 1931 et 1936.

Hormis le Trégor où l'influence du paysan Tanguy-Prigent est importante (en 1936 il est élu député, SFIO), le monde rural est fortement influencé par l'Église très réactionnaire et les Chemises vertes de Dorgères, organisation d'extrême droite. Il est sous la coupe de l'Office central de Landerneau.

Les entreprises. - Les grandes entreprises sont peu nombreuses : Arsenal, pyrotechnie, deux poudreries, la Manufacture des tabacs. Celles liées à la pêche et l'agriculture sont essentiellement dans le Sud Finistère, de même que les faïenceries et papeteries. Les autres entreprises sont petites, rarement moyennes et la CGT est faiblement implantée dans le privé. Entre 1931 et 1935, 13% des emplois ont disparu. Les chômeurs ne bénéficient pas d'aide.

Les syndicats. - Réunifiée en 1935, la CGT, affaiblie par les années de division, est essentiellement implantée dans les entreprises publiques et dans les ports de la côte sud. La CFTC est très marginale.

Les partis du Front Populaire. - Le Parti communiste, seul à progresser aux législatives, est surtout implanté dans les ports du Sud Finistère et à Brest. La SFIO (socialiste) a pour activité principale les campagnes électorales, la laïcité et l'anticléricalisme. Les radicaux, après les succès électoraux de 1932, sont en perte de vitesse.

L'extrême droite. - Les Croix-de-Feu du colonel de La Rocque, présents surtout dans les villes, passent d'une petite poignée d'adhérents en 1934 à 3 000 en 1936. Après leur dissolution en janvier 1936, ils prennent le nom de Parti Social Français. Le PSF est dirigé en Bretagne par Eugène Leclerc (père d'Edouard) et dans le Finistère par les frères Divanach et le galochier de Rosporden Donval. Le conservateur Edouard Paulet en est un membre actif et la présence de Marcel Chacun à une réunion du PSF, le 10 octobre 1936, est particulièrement remarquée. Jacques Guillemot, gendre de Pierre Chancerelle et patron de Chancerelle Quimper, ancien de la ligue dissoute l'Action française est surpris à coller des affiches condamnant la République. Les conservateurs avaient choisi leur camp : l'extrême droite.

Les Chemises vertes de Dorgères ne visent que le monde rural, profitant de la crise de l'agriculture. Très implantées dans le Léon, elles orientent la colère des paysans contre



Rassemblement devant la mairie de Concarneau, en août 1936, pour la libération du leader communiste allemand Ernst Thälmann et en soutien aux républicains espagnols.

les gens des villes. « Il n'y a pas de solidarité entre l'ouvrier des villes et le paysan, il y a exploitation du deuxième par le premier », déclare Dorgères. L'ouvrier est donc l'ennemi.

L'Office central de Landerneau. - Créé en 1912 pour peser sur les prix d'achat d'engrais et de semences, il devient vite un outil essentiel pour les agriculteurs : enseignement agricole, crédits, fonds d'assurance et de retraites. En 1934 il comptabilise 538 syndicats locaux, forts de 43 000 adhérents. Présidé d'une main de fer par Hervé Budes de Guébriant, il est proche de Dorgères qu'il aide à lancer son mouvement mais aussi des Croix-de-Feu et de Monseigneur Duparc, évêque de Quimper.

L'Église s'oppose à toute transformation dans la vie sociale. Les prêtres, dans leurs sermons, appellent à voter pour les candidats de droite. Elle est, de fait, une institution politique.

Le journal catholique « Le courrier du Finistère » titre en une : « Le Front populaire est l'ennemi du peuple » ou « Front commun de peur et de haine » ou encore « Le communisme : voilà l'ennemi ». L'Église influence énormément le monde rural mais aussi une frange de salariés non agricoles.

Une CGT divisée. - La division de la CGT entre une majorité proche de la SFIO (socialiste) et la CGTU, proche du Parti communiste, entraîne une chute de la syndicalisation et des luttes. La tentative de putsch du 6 février 1934, à Paris, par les ligues factieuses provoque la réaction des forces de gauche. Des comités antifascistes et de soutien au Front populaire se créent dans une vingtaine de villes. Meetings et manifestations à l'appel de toutes les forces politiques et syndicales

de gauche, se multiplient. Du 8 au 9 février 1934 des milliers de personnes réagissent : 2 500 à Brest, 12 000 à Concarneau, 1 000 à Pont-L'Abbé et Quimper, 400 à Morlaix. Le 15 avril se tient à Morlaix un immense meeting, malgré l'opposition du Préfet.

La crise économique est profonde : entre 1931 et 1935 plus de 10 000 emplois ont disparu dans le Finistère. Les chômeurs ne bénéficient pas d'aide automatique. Seules des villes communistes, socialistes ou radicales leur apportent soutien financier ou les emploient au service de voirie. A Brest, Morlaix, Quimper ou Pont-L'Abbé des comités de chômeurs sont créés.

C'est dans ce contexte que Pierre Laval, président du Conseil, annonce, en 1935, des décrets-lois amputant de 5 à 10% les salaires et de 5 à 15% les retraites des fonctionnaires et des services publics. Le 5 août, constatant l'amputation de leur salaire, les ouvriers de l'arsenal de Brest défilent dans l'établissement. Le lendemain un millier de militaires armés quadrillent l'arsenal : manifestation immédiate. Un ouvrier, Joseph Baraër est tué à coups de matraque. La ville s'embrase et les manifestations, devenues interprofessionnelles, sont violentes. On relèvera encore deux autres morts.

Les meetings communs antifascistes et les manifestations sanglantes favorisent l'unité de la CGT qui se réalise en décembre 1935 dans le Finistère et quelques mois plus tard en France.

Sources :
Archives départementales
du Finistère : 1M229, 1M227

1936

Cette année-là, en France et dans le monde

Le Front populaire et le grand mouvement revendicatif de 1936 prennent place dans un contexte national, européen et international marqué par des tensions sociales, des crises économiques et des guerres postcoloniales ou d'annexion oppressive.

En France, la Grande Guerre est encore toute proche dans les esprits et dans les chairs. En 1936, les familles vivent toujours dans le souvenir des morts de 14-18. La nation érige des monuments commémoratifs ; le 26 juillet 1936 est inauguré le mémorial de Vimy en l'honneur des soldats canadiens.

L'opinion est traversée par des courants de pensée divers et antagonistes : pacifisme, patriotisme, espoir de révolution porté par l'émergence de l'URSS.

Dans les pays frontaliers le fascisme, implanté en Italie depuis 1924, subvertit l'Allemagne et influence des régimes autoritaires d'Europe centrale : la Hongrie, la Pologne. Alors que le Front Populaire remporte les élections en France la jeune république espagnole est menacée par la rébellion militaire soutenue par Hitler et Mussolini.

Le tonnerre de la guerre gronde en Espagne, mais aussi en Ethiopie agressée par l'Italie fasciste, en Chine du Nord dévastée par les appétits impérialistes du Japon.

Les dérèglements et les excès de l'économie de marché, les cupidités capitalistes ont jeté bas, depuis 1929, des pans entiers de l'industrie et du commerce générant chômage de masse et misère. Les USA se relèvent péniblement de cette grande dépression qui ravage désormais la vieille Europe.

Pour des droits nouveaux, une vie plus juste

En France, dans la classe ouvrière, chez les salariés, la volonté de changement, la nécessité de transformations sociales, de droits nouveaux pour une vie plus juste renforcent la CGT et la gauche politique (SFIO, Parti communiste, Parti radical).

L'opposition populaire aux tentatives de l'extrême droite et des ligues antirépublicaines a dynamisé l'aspiration à l'unité syndicale concrétisée par la réunification de la CGT.

Alors qu'en Europe et en Asie se dévoile peu à peu l'horizon enflammé de la guerre qui vient, en France la victoire électorale, les grèves et les occupations d'usines ouvrent de 1936 à 1938 un espace de conquêtes sociales inédites.



Le 7 mars 1936, Hitler dénonce les accords de Locarno et remilitarise la Rhénanie. Le même jour, l'armée allemande franchit le Rhin à Coblence. Les coups de force du Reich nazi vont se multiplier jusqu'à la guerre totale en 1939. (Photo DR)

Victoire du Front populaire en France ... mais pas dans le Finistère

Les élections législatives se déroulent les 26 avril et 3 mai 1936. Les candidats du Front populaire, avec 57,17% des voix, obtiennent 386 sièges sur 610. Dans le Finistère il n'en va pas de même. La gauche

recule par rapport aux législatives de 1932. Seul le Parti communiste progresse, la SFIO et surtout les radicaux socialistes reculent de façon sensible (moins 18 537 voix pour les radicaux).

A l'issue du deuxième tour, la droite obtient sept députés sur onze, la gauche perd trois sièges. Pierre Guéguin, maire communiste de Concarneau, est battu de peu en raison du maintien du candidat radical-socialiste au deuxième tour, malgré l'accord de désistement en faveur du candidat le mieux placé.

Les fonctionnaires ne participent pas au mouvement

« Malgré toutes les provocations savantes des grandes forces patronales et de leur presse, les agents des services publics ne se laisseront pas gagner par la contagion. Ils seront du côté du gouvernement, en accord avec la CGT », écrit le 8 juin 1936 « La Tribune des fonctionnaires », journal CGT.

Ayant voté massivement pour le Front populaire, ils attendent des décisions favo-

rables de leur patron : l'Etat. Ils obtiendront bien peu de choses : augmentation des salaires des auxiliaires, fin du piston, abandon progressif des décrets-lois... mais toujours pas de reconnaissance du droit syndical ni du droit de grève.

Et les congés payés ? rien de plus que les 15 jours dont ils bénéficient depuis le décret de Napoléon III en date du 9 novembre 1853. Toujours pas les 40 heures dont ne bénéficient que certaines catégories de personnels. Il faudra attendre 1969 pour avoir un texte imposant 41 heures maximum dans les hôpitaux !

Les déclarations des dirigeants de la Chambre de Commerce de Quimper sont sans ambiguïté : les « Accords Matignon » résultent d'une trahison de leurs représentants et les lois de juin 1936 « violent ouvertement le principe de la propriété privée et celui de la liberté individuelle ... en imposant à l'économie française une charge intolérable ».

Leur application concrète ne va donc pas se faire sans réticence.

Quelques entreprises, peu nombreuses, se dépêchent de conclure des accords collectifs précis et raisonnables, surtout lorsqu'il y a une forte présence d'un syndicat CGT (par exemple les faïenceries de Quimper ou les papeteries Bolloré), mais la plupart vont tenter de s'opposer activement ou par des manœuvres diverses à l'application des nouvelles lois sociales.

11 666 grévistes

L'air du temps, les espoirs liés à la victoire des partis du Front populaire créent un climat favorable à l'éclosion des luttes. Dans le Finistère, de juin à décembre 1936, 91 entreprises vont connaître un ou plusieurs mouvements de grève de quelques heures à quelques jours et 26 d'entre elles seront occupées. Dans les notes, destinées au Ministre de l'Intérieur, la préfecture du Finistère a comptabilisé, très précisément, 11 666 salariés ayant participé, à un moment ou un autre, à ces conflits.

Il s'agit le plus souvent d'entreprises d'une taille suffisamment importante pour que les ouvriers - plus rarement les employés - puissent se concerter, s'organiser et tenir

Pendant la grève on rase et on coiffe gratis

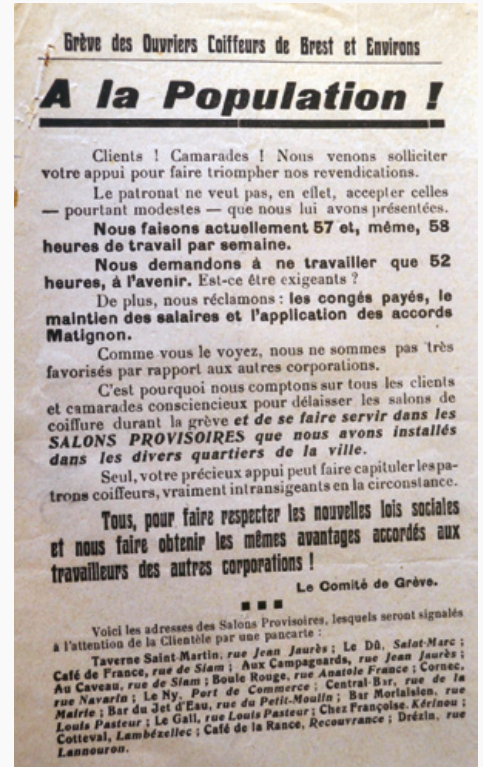
En septembre 1936, les ouvriers coiffeurs de Brest et environs se mettent en grève « pour faire respecter les nouvelles lois sociales et obtenir les mêmes avantages accordés aux autres corporations ».

Pour, tout à la fois, frapper les patrons coiffeurs au tiroir-caisse et s'assurer de l'appui d'une large majorité de clients, les ouvriers coiffeurs vont installer et tenir des salons de coiffure dans les bistrotts de Brest.

Le tract distribué largement invite « les clients et camarades consciencieux à délaisser les salons pendant la grève » et à « se faire servir dans les salons provisoires installés dans les divers quartiers de la ville ».

Sources

Archives départementales du Finistère, 10 M 67, chemise divers Brest.



le coup mais aussi des ouvriers d'un même corps de métier et d'une même localité qui, se connaissant, peuvent s'organiser. Parmi eux, les coiffeurs de Brest, les ouvriers bou-

langers de Morlaix, les plombiers zingueurs de Concarneau, les ouvriers du bâtiment de Douarnenez, etc.

Ces « conflits et différents collectifs » seront tous victorieux et conduiront à de substantielles augmentations de salaire avec l'intervention bienveillante du préfet, des commissaires de police, des inspecteurs du travail, mais aussi, parfois, des maires qui vont donner la main et favoriser la conclusion de 58 accords et dix arbitrages favorables.

Un seul échec est relevé dans les archives de la préfecture : dans l'entreprise Delhommeau, fin décembre 1936, malgré une forte mobilisation pendant quatre jours. Mais, six mois après les succès de juin, le patronat tente déjà de reprendre la main.

Sources

- Archives de la CCI de Quimper, résolution votée en séance le 9 juin 1936
- Archives départementales du Finistère : 10M64 et 10M65

On arrête tout et on descend !

Depuis la fin du mois de mai 1936, les Quimpérois, admiratifs, assistent nombreux au spectacle des deux grimpeurs qui s'affairent à la réfection du paratonnerre de la cathédrale Saint-Corentin.

Leur employeur, la célèbre et ancienne Maison Grenet de Paris, renâcle sans doute à appliquer les accords Matignon si bien que la grève est décidée.

Les deux grimpeurs de Saint-Corentin, prévenus « par télégraphe », décident de rejoindre le mouvement et prennent le train pour Paris laissant leur matériel au sommet de la flèche (76 mètres). Personne ne sera volontaire pour aller le chercher et les deux grimpeurs le retrouveront à leur retour après avoir obtenu satisfaction. (1)

1 - La Dépêche de Brest 2 Juin 1936 et 14 Juin 1936



1936 et les nouvelles lois sociales

Mise en application difficile

Les responsables du patronat ont cédé aux revendications des travailleurs, sous la pression des grèves puis celle du pouvoir politique. Mais la plupart des employeurs, des grandes comme des petites entreprises, sont opposés à ces changements qui diminuent leur pouvoir et leurs bénéfices.

Dans le Finistère, beaucoup de patrons ne respectent pas les nouvelles obligations sociales, certains en laissant les choses traîner, d'autres refusant même de les appliquer.

Des salariés grévistes sont victimes, parfois tardivement, de brimades, voire de licenciements (hospice de Morlaix présidé par le maire, entreprise LGM). Près d'un an après les accords et lois, des discussions sont toujours en cours dans le département entre CGT et instances patronales pour les modalités d'application. Parallèlement, les syndicats et Unions Locales interviennent régulièrement dans les entreprises pour faire respecter les nouveaux droits.

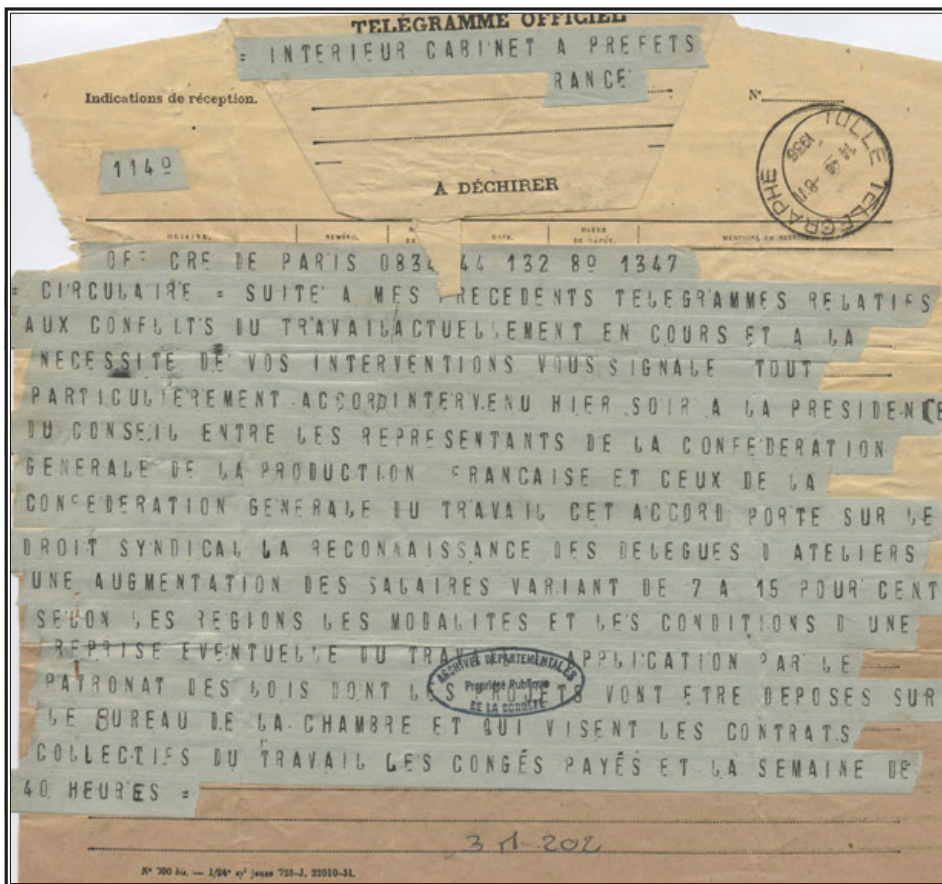
Une commission paritaire de conciliation

Après la publication de la circulaire de juillet 36 du ministère du Travail créant une commission paritaire de conciliation des conflits du travail, le préfet du Finistère établit la liste des membres de la commission pour le département. Les délégués patrons sont désignés par les Chambres de Commerce et d'Industrie (Brest, Quimper, Morlaix), ceux des salariés par la CGT.

En décembre 36, les syndicats du bâtiment et travaux publics reçoivent de leur fédération des circulaires expliquant les diverses modalités d'application des 40 heures et leur demandant de transmettre la nouvelle convention collective aux offices publics de placements, dans l'intérêt des futurs embauchés.

Dès juillet 1936, l'Union Locale de Morlaix reçoit des courriers de militants des communes environnantes (Carantec, Plougasnou, Lanmeur, Saint-Jean-du-Doigt) demandant conseils pour l'application des lois sociales dans le secteur privé mais aussi chez les employés communaux : salaires, allocations familiales, 40 heures.

En décembre, des syndiqués du bâtiment de Saint-Jean-du-Doigt sollicitent à nouveau l'Union Locale pour qu'elle contacte l'Inspecteur du Travail afin qu'il intervienne dans leur entreprise : le patron refuse de continuer



Le 8 juin 1936, par « télégramme officiel », Roger Salengro, Ministre de l'Intérieur, rappelle aux préfets « la nécessité de leur intervention dans les conflits du travail actuellement en cours », leur « signale tout particulièrement l'accord intervenu (le 7 juin) entre les représentants de la CGPF et ceux de la CGT (qui) porte sur le droit syndical, la reconnaissance des délégués d'ateliers, une augmentation de salaire de 7 à 15 % » et les informe que des projets (de lois) qui visent les contrats collectifs de travail, les congés payés et la semaine de 40 heures vont être déposés sur le bureau de la Chambre (des Députés) ».

La concrétisation de ces projets va être on ne peut plus rapide. La loi sur les congés payés est votée à l'unanimité par les députés le 11 juin 1936 et promulguée le 20 juin 1936 et la loi instituant la semaine de 40 heures est votée le 21 juin 1936 et promulguée le 26 juin 1936.

à payer les congés s'il n'a pas la preuve qu'un autre employeur des environs rémunère aussi ceux de ses propres salariés !

Quand le patronat fait appel à la CGT...

Pourtant, le syndicat patronal du bâtiment et des travaux publics, section de Morlaix, semble vouloir coopérer avec les syndicats CGT pour une application correcte et uniforme des lois sociales, en particulier pour obliger les patrons récalcitrants à se soumettre aux règles. C'est le cas dans des courriers d'avril 1937 transmis au syndicat CGT du bâtiment de Morlaix. Le responsable patronal souligne le comportement choquant d'un entrepreneur de Plounévez-Lochrist qui refuse d'appliquer les lois et n'est pas inquiet : les salariés ne sont pas inscrits aux

Assurances Sociales, ne reçoivent pas d'allocations familiales, le livre de paie n'est pas tenu. Il demande à la CGT de faire pression sur ce patron par l'intermédiaire des salariés de l'entreprise.

En mai 1937, un responsable CGT du bâtiment de Morlaix fait remettre à Charles Berthelot, Secrétaire de l'UD à Brest, une lettre lui demandant d'intervenir auprès de l'Inspecteur du Travail pour mettre fin d'urgence à des infractions aux lois sociales constatées dans des entreprises de Lanmeur. Les militants CGT locaux ont déjà saisi l'administration sans succès. Il est urgent d'intervenir à nouveau plus fermement pour que soient respectés les droits des salariés, mais aussi parce que ceux-ci s'impatientent et risquent de perdre confiance dans la CGT si rien n'aboutit.

Et après : 1937, 1938

Un sommet et un coup d'arrêt

Après les succès revendicatifs du printemps et de l'été 1936, la CGT s'engage dans la concrétisation des accords Matignon, sur le terrain (départements, entreprises, secteurs professionnels). Plus de 4 000 conventions collectives sont signées dans les diverses branches d'activités. Il s'agit de les faire appliquer. Mais le patronat qui a fléchi, l'année précédente, sous l'ampleur du mouvement populaire passe à la contre offensive en 1937. Les dispositifs de conciliation des conflits du travail, institués fin 1936 pour faciliter la mise en oeuvre des nouvelles lois sociales, ne suffisent pas toujours à vaincre son hostilité. Le projet de la CGT de « Statut moderne du travail » n'aboutit pas.

4 millions d'adhérents en mars 1937

En mars 1937 la CGT atteint le pic du renforcement de ses rangs avec 4 millions d'adhérents. Mais, dans le même temps, le Front populaire est à un tournant. Le gouvernement Blum annonce une pause dans les réformes. La situation économique et financière se dégrade. L'opposition de droite et d'extrême droite se renforce. Si la CGT a officialisé son unité retrouvée au congrès de Toulouse, en mars 1936, elle reste traversée de courants contraires : unitaires proches du Parti communiste, modérés autour de Léon Jouhaux, réformistes de Syndicats, et d'autres tendances minoritaires (anarchistes, trotskystes...). Les unitaires (ex CGTU) ont consolidé leur influence et représentent probablement plus de 50 % des adhérents, notamment dans la fédération des métaux qui comptabilise à elle seule 750 000 syndiqués. La guerre à l'extérieur (Espagne), l'expansion des régimes fascistes, les questions de défense, de réarmement, sont au coeur de vifs débats et sources de désaccords.

Au gouvernement Blum, contraint à la démission en juin 1937, succède un nouvel exécutif dirigé par le radical Camille Chautemps. Il démissionnera à son tour en mars 1938, en pleine crise de l'Anschluss, annexion de l'Autriche par le Reich allemand. Edouard Daladier (Parti radical) prend la tête d'un gouvernement dit de « défense nationale ». Après les accords de Munich, qui abandonnent la Tchécoslovaquie à Hitler, le retour du libéralisme en politique intérieure marque la rupture du Front populaire. Les décrets-lois, du 12 novembre 1938, du ministre des Finances

Paul Reynaud, imposent six jours de travail par semaine et remettent en cause les acquis salariaux de 1936.

30 novembre 1938 : grève générale et répression

Quelques jours après, le 17 novembre, la CGT ouvre son 31^e congrès à Nantes. Le bilan du Front populaire, le positionnement face aux menaces de guerre, la question de l'indépendance syndicale nourrissent une large part des débats. L'émotion suscitée par les décrets-lois conduit à l'adoption d'une motion appelant la Confédération à agir jusqu'à « la cessation collective du travail ». Le 25 novembre la CGT lance officiellement un appel à la grève générale pour le 30 novembre. Cet appel a été précédé de forts mouvements de grève, spontanés, en région parisienne et dans le Nord. Ceux-ci s'éteindront rapidement, avant le 30 novembre.

Insuffisamment préparé, dans un contexte social et politique défavorable, le mouvement

du 30 novembre est inégalement suivi. Les services urbains, notamment les transports parisiens, sont peu touchés. Le gouvernement réquisitionne les cheminots. Le patronat veut prendre sa revanche sur juin 36. En Bretagne l'appel à la grève est peu entendu. Soutenu par la droite, le gouvernement Daladier-Reynaud règle ses comptes avec le mouvement syndical : 2 000 militants du secteur public sont traduits en justice. Dans les entreprises privées le patronat exerce sa vengeance : 15 000 syndicalistes sont licenciés.

La CGT s'oppose à la répression mais l'échec, relatif, de la « grève générale » décourage nombre d'adhérents. La perte d'un quart des effectifs syndiqués n'empêche pas la CGT de demeurer à la veille des périls de 1939, une organisation puissante (2,5 millions d'adhérents).

Sources

Histoire de la CGT, Michel Dreyfus, 1995

Les galoches sont de la famille des chaussures...

Monsieur Donval, patron galochier à Rosporden (1) est formel. « *Ni l'inspecteur du travail ni le Président de la République ne feront changer d'avis* ». Il fabrique des galoches et les galoches ne sont pas des chaussures. Le décret du 2 mars 1937, qui oblige à appliquer la loi sur les 40 heures, vise les usines de chaussures et ne le concerne donc pas.

Le « *Syndicat des galochiers de Rosporden et limitrophe* » n'est pas de cet avis et va se montrer habile, tenace et entreprenant auprès, justement, de l'Inspecteur du travail qui saisira à son tour le préfet du Finistère. Sans doute informé, le ministre du Travail précisera, par circulaire du 2 avril 1937, que « *par chaussures il faut entendre les chaussures proprement dites mais encore les pantoufles, chaussons, espadrilles, poulaines, galoches, ... etc.* ». La mention des poulaines est à considérer avec humour : la poulaine



est une chaussure du Moyen Age qui n'est plus portée depuis 1470...

Victor Donval s'inclinera mais ne manquera pas de multiplier les manoeuvres et procédures dilatoires lorsqu'il lui faudra fixer les dates des congés payés. Là encore, l'intervention du préfet sera nécessaire.

1- Victor Donval est également le responsable départemental du Parti Social Français qui a succédé au mouvement des Croix-de-Feu, dissous en janvier 1936

Sources

Archives départementales du Finistère (10 M 67, chemise Galocherie Vve Leroy).

1936

Le Finistère et la guerre d'Espagne

1936, c'est aussi le début de la terrible guerre civile espagnole qui éclate dans un contexte de montée du fascisme en Europe.

Le Frente Popular (Front Populaire) se constitue dans une Espagne politiquement instable, ayant un grand retard économique et social, soumise à l'Eglise et à l'armée. Il rassemble communistes, socialistes, anarchistes, républicains, syndicalistes, autonomistes. En 1931, ses partisans gagnent les élections municipales, puis législatives. Le roi se retire, la Seconde République est proclamée, une constitution démocratique et des réformes voient le jour. Le 16 février 1936, le Frente Popular triomphe au Parlement. Manuel Azaña devient président de la République.

Une coalition de conservateurs monarchistes et fascistes, menée par des généraux, veut éliminer la gauche et la République. Une insurrection, dirigée par Franco et commencée le 17 juillet 1936 au Maroc espagnol, s'étend à toute l'Espagne, multipliant les assassinats des opposants et militants de gauche.

Le 20 juillet commence une guerre civile qui durera trois ans, avec des atrocités commises dans les deux camps. L'Espagne est coupée en deux zones où s'affrontent sur plusieurs fronts deux armées, les nationalistes et les républicains.

Pacte de non intervention et Brigades internationales

En France, Léon Blum et le Front Populaire souhaitent aider les républicains espagnols mais sont contraints par plusieurs oppositions à signer un pacte de non intervention, alors que les armées d'Hitler et Mussolini aident Franco en bombardant les zones républicaines.

Des volontaires de divers pays et opinions, constituant les Brigades Internationales, rejoignent l'Espagne républicaine. On y trouve des Français, des Bretons, des syndicalistes de la CGT dont le Morlaisien Henri Tanguy (qui deviendra Rol-Tanguy). La CGT apporte aussi une aide logistique.

Des milliers de réfugiés

Malgré ces soutiens et le courage de ses combattants, les Républicains, désunis, reculent face à une armée franquiste professionnelle,



Juillet 1936, à Barcelone. Volontaires et soldats de la République espagnole défilant avant de rejoindre le front de Saragosse, ville investie par la rébellion franquiste. (Photo DR)

mieux équipée et organisée, entraînant dès 1936 l'arrivée, par vagues successives, de milliers de réfugiés en France, en Bretagne, surtout des femmes, enfants, vieillards, les hommes jeunes continuant le combat. La façade maritime bretonne et ses ports permettent aussi l'accueil de bateaux républicains espagnols : pêcheurs basques en fuite, navires de guerre à Brest.

Près de 2 000 Basques arrivent dans le Finistère en 1937 ; beaucoup ont débarqué dans les ports de l'Atlantique, protégés par la marine française ; la plupart des hommes retournent se battre en zone républicaine. En mai, plus de 400 enfants venant de Bilbao, encadrés d'adultes, sont accueillis en gare de Quimper et conduits par cars à la colonie de vacances de Poulgoazec, en Plouhinec, où ils sont hébergés par la CGT.

Dans notre département, les colonies de vacances de Plougasnou, l'ancienne caserne de Roscanvel, l'école des mousques du Dourdy, l'aérium de Roscoff sont sollicités.

La solidarité

Les syndicats CGT, leurs militants, les marins-pêcheurs, le Secours Populaire, comme d'autres organisations, manifestent leur solidarité, par des dons et collectes, l'accueil en famille, mais aussi l'ouverture de leurs locaux (Maison du Peuple de Morlaix). Des dizaines

de femmes et enfants sont accueillis où aidés à Brest (patronages laïques et Maison du Peuple).

Des camps du Sud à la Résistance

En Espagne, le gouvernement se déplace de Valence à Barcelone, au fur et à mesure du recul des républicains. La guerre se termine par la chute de Barcelone (26 janvier 1939), celle de Madrid (26 mars 1939), la victoire de l'armée franquiste et la Retirada avec l'arrivée de plus de 400 000 républicains à la frontière française, regroupés ensuite dans des camps au sud de la France.

Environ 5 000 réfugiés sont accueillis dans le Finistère, dont 200 enfants par la CGT. Certains réfugiés seront contraints par les autorités françaises de retourner en Espagne, d'autres resteront sur place.

Durant l'Occupation, beaucoup d'hommes seront requis par les Allemands pour construire le mur de l'Atlantique, les bases sous-marines de Brest et Lorient, mais plusieurs rejoindront la Résistance bretonne.

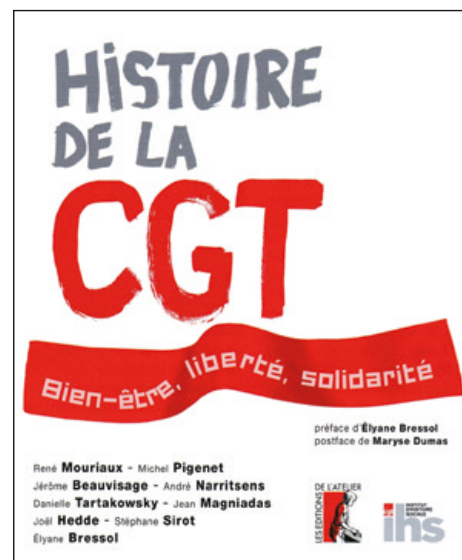
Un livre de référence sur la CGT

Depuis 1895, date de sa création à Limoges, la CGT occupe une place de premier plan dans le mouvement social et la lutte syndicale. Mais quelle est son histoire ? Quand est-elle née ? Qui en est à l'origine ? Comment et dans quelles conditions la Confédération a-t-elle traversé et affronté les soubresauts d'un XX^e siècle mouvementé ? En quelles circonstances la CGT a-t-elle fait progresser les droits, les conditions de vie et de travail des salariés ?

Avec rigueur et clarté, neuf auteurs, historiens, observateurs et acteurs du mouvement

social, retracent de façon chronologique les principaux épisodes de l'histoire de la CGT de 1885 à nos jours. L'ensemble de ces textes, illustrés d'exceptionnelles photographies et documents d'archives, forme un livre de références où des salariés, militants ou non, pourront puiser la force d'inventer les engagements d'aujourd'hui et de demain.

En vente auprès de l'Union départementale CGT du Finistère, 2, place Edouard-Mazé 29200 Brest. 10 €.



Exposition

Nouvelles d'un pays disparu : un voyage en RDA

Il y a 25 ans, après la chute du Mur et la Réunification, la République démocratique allemande (RDA) disparaissait en tant qu'état de la carte de l'Europe.

L'exposition « Nouvelles d'un pays disparu ; voyage en RDA » dessine quelques aspects de cette expérience unique du XX^e siècle, exemple de l'ambivalence entre l'idéologie et la réalité, au travers de documents d'archives, de photos et d'objets de la vie quotidienne.

Saskia Hellmund, après une enfance et une adolescence en RDA, vit aujourd'hui en Bretagne. Elle a publié « La fille qui venait d'un pays disparu » (éditions Les points sur les i, 2015). En compagnie de Daniel Juif, militant associatif qui a voyagé fréquemment en RDA, elle est l'origine de cette exposition présentée pour la première fois, du 28 avril au 8 mai derniers, à la Maison du Peuple de Morlaix qui a contribué à sa réalisation.

En quelques après-midi l'exposition a accueilli plus de 200 visiteurs. Elle a suscité l'intérêt de collégiennes et collégiens de deux classes de 3^e, accompagnés par leurs professeurs. Elle ouvrira à nouveau du 9 juin au 12 juin 2016, de 15 h à 19 h. Elle peut aussi être visitée par des groupes, sur demande.



Contact : Maison du Peuple de Morlaix - 1 impasse de Tréguier
29600 Morlaix - Tél : 02 98 88 01 31.
maisondupeuple-morlaix@orange.fr

Bulletin d'adhésion à l'IHS CGT Bretagne

Adhésion 2016 à l'institut CGT d'histoire sociale de Bretagne

Cotisation annuelle : 35 €. Cotisation de soutien : 60 € ou plus. Cotisation collective : 45 €.

Nom, prénom

Adresse

Bulletin d'adhésion à adresser à IHS CGT 29, Maison du Peuple, 2, place Édouard-Mazé, 29200 BREST. Paiement par chèque à l'ordre de IHS CGT Bretagne.